

LES IMPACTS DU COVID SUR LES INDUSTRIES RÉGIONALES : UNE PREMIÈRE ANALYSE SUR LES PRINCIPAUX SECTEURS EN RÉGION

L'entrée en vigueur du confinement le 17 mars en France a provoqué une baisse de l'activité économique estimée à 36% du PIB par l'Insee. Une régionalisation de cette estimation prenant en compte la structure sectorielle de la région amène à estimer une baisse de 34% du PIB des Hauts-de-France, l'écart s'expliquant par un secteur non marchand plus présent dans la région.

La baisse de l'activité industrielle est pour sa part estimée à 40% du PIB pour les Hauts-de-France avec des disparités importantes entre secteurs et au sein des filières. L'impact est potentiellement important sur la fabrication des matériels de transports ou sur la fabrication d'équipements. A l'inverse, l'industrie agro-alimentaire apparaît comme la moins impactée avec une baisse de l'activité estimée à 5%.

Cette note propose d'identifier secteurs par secteurs les difficultés auxquelles les entreprises régionales sont et seront confrontées à court et moyen termes.

Tableau 1 : Estimation macro de la perte d'activité liée au COVID 19 des Hauts-de-France par régionalisation de la note Insee du 9 avril

	Hauts-de-France			Estimations nationales	
	Part dans le PIB régional	Impact estimé par secteur	Contribution à la perte d'activité régionale (en point de PIB)	Part dans le PIB régional	Contribution à la perte d'activité nationale (en point de PIB)
INDUSTRIE	17,0	-40	-6,8	14	-6
Fabrication de denrées alimentaires	3,6	-5	-0,2	2	0
Cokéfaction et raffinage	0,0	-80	0,0	0,2	0
Fab. d'équipements électriques, électroniques, informatiques, fab. de machines	1,1	-72	-0,8	1	-1
Fab. de matériels de transport	1,2	-61	-0,7	1	-1
Fab. d'autres produits industriels	8,6	-53	-4,5	6	-2
Industries extractives, énergie, eau...	2,6	-23	-0,6	2	-1

Source : Calcul Hauts-de-France 2020-2040 à partir des hypothèses nationales et des répartitions sectorielles de la valeur.

#HDF20202040

L'INDUSTRIE CONCENTRE UN EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ SUR CINQ EN RÉGION

Alors que certains signaux de reprise étaient perceptibles, l'industrie française – après avoir été durement touchée par la crise financière de 2008 – va à nouveau être confrontée à une période de récession dont les effets, s'ils ne sont pas encore tous connus, devraient être d'une ampleur encore plus importante.

Avec 278 715 emplois salariés privés en 2018, l'industrie régionale se classe au 4ème rang national derrière les régions Ile-de-France, Auvergne-Rhône-Alpes et Grand Est. Elle concentre 19,3% des emplois salariés privés régionaux, contre 16,3% en France métropolitaine.

L'industrie régionale se caractérise par la diversité de ses activités industrielles et affiche des spécificités marquées pour le caoutchouc / plastiques (zone d'emplois de Saint-Omer, Béthune-Bruay, Beauvais, Château-Thierry), pour les activités de métallurgie et la fabrication de produits métalliques (très concentrées sur les zones de Dunkerque, Maubeuge, et Vimeu

/ Vallées de la Bresle), les activités de textile et d'habillement (très présentes sur les zones de Roubaix-Tourcoing, Calais et Cambrai), pour l'industrie chimique et pharmaceutique (Compiègne, Roissy Sud partie régionale, Amiens, Roubaix-Tourcoing)...

Quatre secteurs englobent à eux seuls près de 55 % de l'emploi industriel (représentant 153 102 emplois salariés privés) :

- l'industrie agroalimentaire : implantées sur l'ensemble de la région, on compte quelques grands noms comme Roquette, Bonduelle, Herta ou encore Mc Cain Alimentaire,

- les activités de métallurgie : Arcelor Mittal, Vallourec, le Creuset...

- la fabrication de caoutchouc plastiques : Faurecia ; Plastic Omnium...,

- la fabrication de matériels de transport : elle compte des constructeurs et équipementiers automobiles (Toyota, PSA, Renault, MCA...), des acteurs du ferroviaire (Alstom, Bombardier) ou de l'aéronautique (Stelia Aerospace, Dassault).

Tableau 2 : les emplois salariés privés de l'industrie en 2018 – région Hauts-de-France

Activité (NAF 38)	Emplois salariés privés 2018 en région	Poids du secteur dans l'industrie régionale	Indice de spécificité sur la moyenne nationale
Fabrication de denrées alimentaires	46 717	16,8%	1,17
Métallurgie et fabrication de produits métalliques à l'exception des machines et des équipements	40 650	14,6%	1,36
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique ainsi que d'autres produits minéraux non métalliques	33 153	11,9%	1,61
Fabrication de matériels de transport	32 582	11,7%	1,19
Autres industries manufacturières ; réparation et installation de machines et d'équipements	23 594	8,5%	1,13
Industrie chimique + pharmacie	23 333	8,4%	1,17
Travail du bois, industries du papier et imprimerie	14 925	5,4%	1,14
Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	14 864	5,3%	1,26
Fabrication de machines et équipements n.c.a.	13 692	4,9%	1,00
Fabrication de textiles, industries de l'habillement, industrie du cuir et de la chaussure	11 828	4,2%	1,47
Autres industries	23 377	8,4%	ns
TOTAL INDUSTRIE	278 715	100,0%	1,18

Note de lecture de l'indice de spécificité : supérieur à 1, il indique ici une surreprésentation de l'emploi du secteur étudié en région comparé à la moyenne nationale.

Source : ACOSS 2018 – traitement Agence Hauts-de-France 2020-2040

PROBLÉMATIQUES GÉNÉRALES GÉNÉRÉES PAR LE COVID-19

Aussitôt le confinement annoncé, les industries n'ont pas pu toutes appliquer les mêmes schémas de continuité de l'activité, ceci étant lié à la nature de leurs activités, aux marchés clients, à leurs positionnements dans les chaînes de valeur... Elles ont aussi été différemment impactées selon les situations sanitaires de leurs territoires d'implantation, ont elles-mêmes parfois dû fermer précocement en raison de cas avérés de Covid-19 au sein des établissements, ou en raison de distanciation sociale difficile à mettre en œuvre.

Sans prétendre à l'exhaustivité, les difficultés des entreprises sont au moins de cinq ordres :

- financier : les entreprises sont confrontées à d'importantes difficultés de trésorerie : bail, loyer, avance des charges sociales... les revenus liés à l'activité se réduisent. L'Etat, les collectivités territoriales et leurs différents partenaires ont rapidement mis en place des actions (décalage des échéances de prêts, prêts garantis par l'Etat, dispositif de prise en charge du chômage partiel...), toutefois, les capacités d'autofinancement des entreprises sont considérablement réduites, certaines pourraient également avoir d'importantes difficultés à relancer l'activité ou à investir pour maintenir l'outil de production à niveau (et vieillissant par rapport à l'Allemagne ou l'Italie),



l'Etat, les collectivités territoriales et leurs différents partenaires ont rapidement mis en place des actions (décalage des échéances de prêts, prêts garantis par l'Etat, dispositif de prise en charge du chômage partiel...), toutefois, les capacités d'autofinancement des entreprises sont considérablement réduites, certaines pourraient également avoir d'importantes difficultés à relancer l'activité ou à investir pour maintenir l'outil de production à niveau (et vieillissant par rapport à l'Allemagne ou l'Italie),

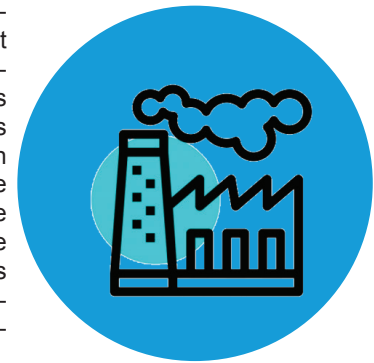
LES DIFFICULTÉS SECTORIELLES IDENTIFIÉES

Si les mesures de crise exceptionnelle ont été rapidement opérationnelles, elles ne suffiront malheureusement pas à amortir la récession annoncée post-crise.

Ce travail vise à identifier sur quelques secteurs industriels les principales difficultés rencontrées et les questionnements soulevés par les premiers effets constatés du Covid-19. Cette analyse, menée sur les industries les plus présentes et/ou les

- organisationnel : les difficultés organisationnelles relèvent des relations des entreprises dans leurs écosystèmes (liens aux sous-traitants, aux fournisseurs...), de l'interruption des chaînes d'approvisionnement, d'éventuelles tensions sur les chaînes de production (exemple : industrie alimentaire...). Certaines entreprises ont dû faire face à des fermetures de sites, engageant des opérations complexes (exemple : procédures des sites SEVESO) ou occasionnant d'importants dégâts aux outils de production (fermeture d'un haut fourneau...),

- productif : les incertitudes pèsent lourdement sur les niveaux de consommation post 'crise, sur les débouchés : les entreprises sont confrontées à un manque de visibilité à terme pouvant aboutir à une crise de confiance. En terme de consommation, les achats importants peuvent être reportés (ex : achat d'un véhicule),



- social : certains secteurs gèlent les embauches. A cela s'ajoutent les destructions d'emplois liées aux baisses d'activités, touchant d'abord les plus précaires (CDD, intérim..) puis à terme les destructions liées aux faillites d'entreprises,

- sanitaire : les entreprises doivent et devront poursuivre les actions sanitaires en faveur de la protection de leurs salariés, pallier l'absence de salariés souffrants ou en retrait car « à risque », assumer les surcoûts liés aux protocoles sanitaires...

Ces difficultés seront amplifiées ou non selon le secteur d'activité de l'entreprise.

plus spécifiques en région (cf. tableau 2), doit être affinée tant les marchés au sein d'un même secteur peuvent être divers. Ces premières études, dont les constats devraient s'affiner au fil des semaines, concernent les secteurs suivants :

- l'industrie alimentaire,
- la métallurgie,
- le caoutchouc plastique,
- la fabrication de matériel de transport,
- l'industrie chimique et pharmaceutique,
- l'industrie du textile et de l'habillement.



INDUSTRIE AGROALIMENTAIRE

Etat des lieux en France	La poursuite de l'activité alimentaire répond à un besoin primaire. Dès le début de la crise, les différentes organisations professionnelles se sont unies pour prendre des dispositions permettant à la filière de fonctionner et de permettre un ravitaillement en continu. Après un emballement sur les produits de base (comportements d'achats de précaution), les chaînes alimentaires sont globalement bien assurées. La poursuite de l'activité agricole en France assure cette sécurité d'approvisionnement.
Points stratégiques	<ul style="list-style-type: none"> - Sécurité alimentaire - Logistique - Approvisionnements
Risques ou difficultés	<ul style="list-style-type: none"> - Perte sur les débouchés de la restauration - Incertitudes sur les débouchés non alimentaires (exemple : la filière amylicés / amidonnerie) - Tariessement des flux commerciaux internationaux, impacts sur les échanges mondiaux, effets sur l'import / export - Tensions dans certaines chaînes de production, dans un contexte de très forte demande sur les produits de base - Incertitudes sur la main d'œuvre pour la récolte 2020 des produits de saison pouvant impacter l'ensemble de la chaîne. - A cheval entre agriculture, chimie et industrie alimentaire, les productions visant à alimenter la production d'agrocarburants (colza par exemple) pourraient être fortement impactées ...
Adaptations en cours	<ul style="list-style-type: none"> - Certains groupes sucriers français, producteurs de bioéthanol, ont réorienté des sites de production afin de fournir du gel hydroalcoolique aux services médicaux.
Enjeux à moyen terme	<ul style="list-style-type: none"> - L'industrie alimentaire apparaît comme une des industries « piliers » - Evolution potentielle des habitudes d'achat alimentaire - Développement des circuits courts ...
Enjeux spécifiques identifiés en région	<ul style="list-style-type: none"> - La fabrication de denrées alimentaires et de boissons compte en région plus de 3 000 établissements employeurs pour 46 717 emplois salariés privés (données ACOSS 2018). Elle compte des leaders mondiaux (Bonduelle, Lesaffre, Roquette, Nestlé, Mc Cain...). Elle compte différentes filières, disposant chacune de leurs acteurs clés : nutrition, valorisation des produits de la mer, innovation produits process et emballages, qualité et hygiène alimentaire... - La fabrication de produits amylicés, qui concentre de nombreux emplois, alimente de nombreuses industries, et dont la production est majoritairement exportée, est fortement exposée aux impacts de la crise sanitaire. - Des difficultés de recrutement dans l'agriculture (récolte de printemps et d'été) peuvent avoir des impacts sur les volumes d'activité de l'industrie alimentaire.

Intensité des impacts négatifs de la crise sur l'activité du secteur ✖ modérée à forte selon les segments

Durabilité de la crise sur le secteur ☒ moyenne

Potentiel de résilience régionale ➡ fort

Territoires régionaux les plus représentatifs (surreprésentation des effectifs) : Boulogne-sur-Mer ; Béthune-Bruay ; Arras ; Péronne ; Flandre-Lys ; Thiérache...



METALLURGIE

Etat des lieux en France	<p>Les domaines d'activités de la métallurgie étant étendus (sidérurgie, fonderie, mécanique, marchés d'application, maintenance...), les impacts de la crise peuvent être très variés. De plus, la contribution de la métallurgie dans l'économie ne se limite pas seulement aux frontières statistiques de la branche. De nombreuses activités de services connexes peuvent dépendre d'elle, comme elle dépend elle-même d'autres secteurs industriels (automobile, aéronautique...). Néanmoins, on peut toutefois relever pour ce secteur l'importance de l'hyperfragmentation des chaînes de valeur et de l'<i>outsourcing</i> à l'étranger, en particulier auprès de la Chine. En effet, l'environnement dans lequel évoluent les entreprises de la métallurgie a été profondément marqué ces dernières années par les stratégies des grands donneurs d'ordre et une concurrence internationale de plus en plus prégnante. La conquête de nouveaux marchés, la recherche de gain de productivité et d'un avantage compétitif durable (différenciation par l'innovation) ont bouleversé les organisations productives traditionnelles. De nombreuses entreprises ont enregistré un ralentissement de leur activité, voire un arrêt, en raison de difficultés d'approvisionnement.</p>
Points stratégiques	<ul style="list-style-type: none"> - Approvisionnements en matière première et composants - Trésorerie des TPE PME, et sous-traitants
Risques ou difficultés	<ul style="list-style-type: none"> - Arrêt des productions : dans la métallurgie, certains équipements au cœur des procédés ne peuvent pas être arrêtés sans dégâts majeurs - Secteur qui dépend fortement de secteurs « acquéreurs » (industrie alimentaire, construction, automobile...) dont certains ont considérablement ralenti, voire stoppé leurs activités, et lesquels ont aujourd'hui peu de visibilité sur leur avenir à court terme - Hautement capitalistique en amont de la filière (sidérurgie, fonderie... pour les fours, outillages...), et dépendante des secteurs clients, les investissements de relance des activités pourraient être très difficiles. Ces activités sont extrêmement sensibles à la conjoncture, et les oscillations de la demande des marchés se répercutent très rapidement sur la production et l'emploi - Difficultés pour les entreprises « mono-débouché » ...
Adaptations en cours	<ul style="list-style-type: none"> - La capacité reconnue de la filière française à produire des pièces complexes, techniques, spécifiques, de qualité peut amener les entreprises à produire hors de leur champ de production traditionnel
Enjeux à moyen terme	<ul style="list-style-type: none"> - Réduction du degré de dépendance de certaines activités, encourager à davantage de <i>sourcing</i> en local
Enjeux spécifiques identifiés en région	<p>Le tissu sectoriel est composé de grands groupes industriels orientés vers les marchés d'exportation et de plus petites structures travaillant quasi exclusivement sur des marchés régionaux de proximité. Ce secteur est structurant pour de nombreux territoires régionaux, dont l'activité, généralement de sous-traitance, est à ce jour fragilisée pour les raisons précédemment évoquées. Le maintien des activités et savoir-faire de ces établissements industriels constitue l'une des clés de voute de l'élaboration demain d'une politique volontariste de pérennisation de la métallurgie.</p>
<p>Intensité des impacts négatifs de la crise sur l'activité du secteur ✖ forte Durabilité de la crise sur le secteur ☒ forte Potentiel de résilience régionale ➡ faible selon les sous-secteurs et les positionnements dans les chaînes de valeur</p>	
<p>Territoires régionaux les plus représentatifs (surreprésentation des effectifs) : Dunkerque ; Valenciennes ; Maubeuge ; Roissy-Sud Picardie ; Vallée de la Bresle-Vimeu ; Beauvais...</p>	



CAOUTCHOUC / PLASTIQUES

Etat des lieux en France	<p>Ce secteur est diversifié et alimente de nombreux marchés consommateurs : automobile (pneumatique...), emballage pour l'industrie alimentaire et la cosmétique, BTP...</p> <p>L'environnement de ce secteur est en forte mutation : concurrencé au niveau mondial (Europe de l'Est, Asie...), soumis à un <i>sourcing</i> international des donneurs d'ordre et à une instabilité et incertitudes sur les approvisionnements matières, à une pression continue sur les prix, il doit aujourd'hui en Europe prendre en compte les évolutions environnementales et les attentes croissantes de réduction de l'impact écologique de ses productions. En cette période de crise sanitaire, certains types d'entreprises ont été fortement sollicités pour répondre à des besoins en matière de sécurité sanitaire, alimentaire...</p>
Points stratégiques	<ul style="list-style-type: none"> - Certaines productions ont été indispensables en ces temps de pandémie : emballage pour l'agroalimentaire, équipements de santé (visières...) - Production sur-mesure rendue possible grâce aux imprimantes 3D - Développement de la chimie végétale et des produits biosourcés
Risques ou difficultés	<ul style="list-style-type: none"> - Les entreprises intervenant pour la filière automobile ont été fortement impactées par les fermetures des sites d'assemblage ; elles devraient l'être également si les baisses de ventes de véhicules se confirment à court terme. - Trésoreries TPE PME
Adaptations en cours	<ul style="list-style-type: none"> - Reconversions de production pour certaines entreprises
Enjeux à moyen terme	<ul style="list-style-type: none"> - Réorientations vers des productions à forte valeur ajoutée, basées sur les innovations technologiques (outillages, matières, procédés, recyclage) - Potentiel renforcement des besoins dans les marchés relevant de la sécurité alimentaire ou de la santé - Arrêt de la commercialisation de certains produits jetables - Amélioration du taux de recyclage dans le cadre de l'économie circulaire (aujourd'hui le taux de valorisation en France est d'un peu plus de 65% avec l'objectif d'un taux supérieur à 90%)
Enjeux spécifiques identifiés en région	<ul style="list-style-type: none"> - Plusieurs sites de production de grands groupes sont implantés dans la région, aux côtés de PME et TPE : Faurecia, Plastic Omnium (équipements pour l'automobile), Versalis (producteur de polymères), Spontex... Les points d'attention portent sur l'évolution économique de certains marchés alimentés par le secteur et dont les difficultés peuvent être conjoncturelles (ex : cosmétique) ou durables (automobile).
Intensité des impacts négatifs de la crise sur l'activité du secteur ✖ modérée à forte selon les segments	
Durabilité de la crise sur le secteur ☒ forte selon les marchés clients	
Potentiel de résilience régionale ☹ faible selon les sous-secteurs et les positionnements dans les chaînes de valeur	
Territoires régionaux les plus représentatifs (surreprésentation des effectifs) : Saint-Omer ; Beauvais ; Béthune-Bruay ; Amiens ; Compiègne ; Vallée de la Bresle-Vimeu...	



LA FABRICATION DE MATERIELS DE TRANSPORT

Etat des lieux en France	Ce secteur englobe la construction aéronautique, automobile, ferroviaire...
Points stratégiques	- Maintenir / soutenir l'activité du réseau de sous-traitance
Risques ou difficultés	<ul style="list-style-type: none"> - Automobile : de nombreux constructeurs et équipementiers ont stoppé leur activité en France et en Europe ; certains sites redémarrent progressivement mais leur production repose actuellement sur les reliquats de commandes passées mais qui risquent de fortement ralentir voire s'arrêter. Le marché devrait être durablement impacté par l'arrêt des commandes des grands donneurs d'ordre et les fournisseurs et sous-traitants risquent d'être très rapidement exposés à un arrêt des commandes et à des risques de trésorerie. - Aéronautique : Le transport aérien n'avait plus connu une telle menace depuis la crise financière de 2008. En un peu plus de deux mois, l'épidémie de coronavirus Covid-19 a fait chuter les réservations dans le monde entier, pour une durée indéfinie notamment pour les vols internationaux. Les carnets de commande des constructeurs devraient drastiquement se réduire avec des impacts conséquents pour les fournisseurs et sous-traitants - Pas de plan d'action collectif envisagé par les PME. - Les enjeux de commande sont similaires pour le secteur du ferroviaire, en particulier sur le marché mondial. Les impacts devraient être moindres sur le marché intérieur (le ferroviaire constitue une alternative au marché aérien).
Adaptations en cours	<ul style="list-style-type: none"> - Mesure d'étalement de l'activité pour les donneurs d'ordres - Les déconfinements dans certains pays ont favorisé le transport individuel, dynamisant l'achat de véhicule (c'est le cas en Chine). Ce scénario est assez peu réaliste pour l'Europe, dont les ménages sont déjà bien motorisés, voire multimotorisés (35% des ménages en 2015 selon le Comité des Constructeurs Français d'Automobiles).
Enjeux à moyen terme	- Pallier le report de consommation pour ce type de productions (ex : report d'achat des véhicules)
Enjeux spécifiques identifiés en région	<ul style="list-style-type: none"> - Avec 3 constructeurs mondiaux (RENAULT, PSA, TOYOTA) dont 7 sites de production, plus de 50 000 emplois répartis dans 550 établissements* (équipementiers, fournisseurs et sous-traitants), les Hauts-de-France sont au premier rang des régions françaises pour la production d'automobiles et au deuxième en termes d'emplois*. L'ensemble de la filière devrait être fortement impacté. - La filière aéronautique** emploie près de de 8 500 salariés pour 100 établissements. La région accueille de nombreux équipementiers aéronautiques, dont certains d'envergure internationale (Stelia Aerospace, Zodiac Aerospace, Dassault...). Le ralentissement de l'activité devrait avoir des répercussions importantes sur le tissu industriel régional, Stelia Aerospace a récemment annoncé la mise d'une activité partielle pour ses 1 545 salariés jusqu'au 31 décembre 2020. - L'industrie ferroviaire, très présente en région (Alstom, Railtech International, MG Valdune...), a vu quelques-uns de ses sites fermer temporairement. Les incertitudes pèsent sur l'évolution des demandes en matériel roulant : trains urbains (notamment tramways et métros), trains régionaux...
<p>Intensité des impacts négatifs de la crise sur l'activité du secteur ✖ forte Durabilité de la crise sur le secteur ☒ forte Potentiel de résilience régionale ☺ faible selon-secteurs et les positionnements amont dans les chaînes de valeur, rebond facilité pour les grands groupes ou équipementiers</p>	
Territoires régionaux les plus représentatifs (surreprésentation des effectifs) : Valenciennes ; Douai ; Amiens ; Béthune-Bruay ; Maubeuge ; Beauvais ; Berck-Montreuil...	



L'INDUSTRIE CHIMIQUE ET PHARMACEUTIQUE

Etat des lieux en France	L'industrie chimique et pharmaceutique est présente sur l'ensemble du territoire national, mais trois régions concentrent plus de 56% ¹ de l'emploi : Ile-de-France, Auvergne Rhône-Alpes ainsi que les Hauts-de-France. Ce secteur est associé à d'autres grandes activités : l'agroalimentaire, automobile, aéronautique, bâtiment...
Points stratégiques	<ul style="list-style-type: none"> - Relocalisations partielles de segments stratégiques - Approvisionnements
Risques ou difficultés	<ul style="list-style-type: none"> - Impacts à venir liés aux interruptions de certains secteurs clients (automobile par exemple) - Difficultés conjoncturelles pour le segment du parfum et des cosmétiques - La filière biocarburants, dont les prix sont en partie annexés au prix du pétrole, pourrait connaître quelques difficultés - Crainte de pénurie pour certaines substances et molécules : la pandémie a fait apparaître que 80% des molécules de base des médicaments vendus en France étaient produites hors d'Europe. A noter que les tensions sur l'industrie du médicament ne sont pas nouvelles, elles ont été amplifiées par la crise sanitaire.
Adaptations en cours	<ul style="list-style-type: none"> - Les sites poursuivent leurs activités en France en lien avec la demande (médicaments, hygiène...) - Reconversion de la production de certains sites pour la fabrication de gel hydroalcoolique
Enjeux à moyen terme	<ul style="list-style-type: none"> - Relocalisation de certains segments stratégiques, notamment dans la pharmacie, la fabrication de produits d'entretien...
Enjeux spécifiques identifiés en région	<p>Ce secteur concentre en région une riche palette d'activités, intervenant à la fois dans la production de matières premières (chimie de base pouvant alimenter d'autres activités) jusqu'à la production de substances élaborées (parfums, peintures...). Les industries chimiques et pharmaceutiques couvrent des marchés allant de la pétrochimie aux spécialités, et font face à des problématiques diverses : accès aux matières premières, coût de l'énergie, fiabilité de la logistique, évolutions des technologies. Cette industrie développe également des emplois indirects (verrière, emballage,...) et induits. Elle est présente sur l'ensemble du territoire régional, mais est très spécifique du Compiègnois. Aujourd'hui, cette industrie bénéficie d'une position stratégique au sein de l'Espace Nord-Ouest européen, profite également d'un territoire aux ressources agricoles conséquentes (biomasse mobilisable), et d'un écosystème local riche. Des plateformes, qui mutualisent des équipements et des moyens, sont déjà présentes et peuvent accueillir de nouveaux sites : plateformes de Lamotte (Weylchem, PQ France, Merck Performance Materials, Archroma...), de Nesle-Ham (Ajinomoto Foods Europe, Tereos Starch and Sweeteners, Evonik Rexim...), de Ribécourt Dreslincourt (Bostik, Synthomer, Synthos), Villers Saint-Paul, Chaunois, Amiénois...</p> <p>En lien avec la crise sanitaire, la filière présente en région un enjeu de localisation d'un site de production de granulés de polymère pour fabriquer du <i>meltblown</i> (matériaux utilisés dans les produits de filtration, comme le textile médical)</p>
<p>Intensité des impacts négatifs de la crise sur l'activité du secteur ✖ modérée à forte selon les segments Durabilité de la crise sur le secteur ➡ moyenne Potentiel de résilience régionale ➡ fort</p>	

¹ A partir des données de l'Observatoire de la Chimie



L'INDUSTRIE TEXTILE HABILLEMENT

Etat des lieux en France	<p>L'industrie textile recouvre toutes les activités de conception, de fabrication et de commercialisation des textiles et de l'habillement. Les pays émergents avec leur main d'œuvre moins coûteuse ont attiré ces dernières décennies sur leur territoire les usines de confection, principalement dans l'habillement : l'Europe de l'Est, la Chine, (notamment pour les tissus de coton), le Pakistan, (le linge de lit), la Corée du Nord ou le Vietnam, la Tunisie ou le Maroc. A l'exception des produits de luxe, il demeure aujourd'hui très peu de produits textiles « 100% made in France ».</p> <p>Le secteur s'est diversifié vers une nouvelle génération de textiles multifonctionnels à forte valeur ajoutée : les textiles techniques.</p>
Points stratégiques	- Textile technique, en particulier pour les segments de la santé, de l'équipement de protection...
Risques ou difficultés	- Difficultés conjoncturelles pour les industries de luxe, haute couture, ainsi que pour les industries alimentant les secteurs des transports, de l'automobile
Adaptations en cours	- Renfort des usines pour la fabrication de masques de protection
Enjeux à moyen terme	- Pré-crise, on notait un relatif engouement pour la production totalement <i>made in France</i> sur l'ensemble de la chaîne de valeur sur le secteur de l'habillement (y compris en lien avec les ressources agricoles comme le lin) : ces comportements seront à confirmer au regard de l'évolution économique, tant sur les revenus des ménages, que sur les investissements des entreprises pour ce créneau (coûts de production élevés).
Enjeux spécifiques identifiés en région	<p>- Avec plus de 11 800 emplois, l'industrie textile est spécifique en région Hauts-de-France, et notamment dans plusieurs zones d'emploi : Tergnier, Péronne, Cambrai, Roubaix. Sur les cinq dernières années, ce secteur a perdu 9,2% de ses emplois.</p> <p>En volume, c'est la zone d'emploi de Roubaix-Tourcoing qui concentre le plus d'emploi du secteur (3 150 emplois en 2018), suivi par Cambrai. Roubaix-Tourcoing concentre également plusieurs établissements importants ainsi que plusieurs acteurs de la recherche, du développement et de l'innovation : EuraMaterials, Clubtex CETI, et Gemtex.</p> <p>Enfin, 4 territoires affichent une spécialisation pour des activités spécifiques : Calais et Cambrai dans la dentelle, Sud Picardie dans le cuir et Saint-Quentin dans la broderie.</p> <p>- Le secteur du textile est à rapprocher des productions agricoles présentes en région, à l'image du lin dont la production aujourd'hui est exportée en Chine pour y être filée : des opportunités existent pour créer en région une activité de filage du lin pour vendre des produits <i>made in France</i> (concurrence de la Normandie et de l'Alsace).</p> <p>- L'habillement devrait connaître des mutations profondes. En région, NORCREA a initié un projet pilote d'atelier agile permettant d'imaginer, en relation avec l'IUTH (union des industries textiles et de l'habillement), le développement en région d'entreprises sur les segments des collections courtes et de la personnalisation (Projet Fashion³)</p> <p>- Recherche de l'implantation d'une entreprise fabriquant du <i>meltblown</i>, matériau non tissé utilisé dans les produits de filtration</p>
Intensité des impacts négatifs de la crise sur l'activité du secteur ✖ modérée à forte selon les segments	
Durabilité de la crise sur le secteur 📦 moyenne	
Potentiel de résilience régionale 📈 moyenne	
Territoires régionaux les plus représentatifs (surreprésentation des effectifs) : Roubaix-Tourcoing ; Cambrai ; Roissy-Sud ; Dunkerque ; Beauvais ; Cambrai ; Amiens...	

ET DEMAIN ? LES PREMIÈRES PISTES DE RÉFLEXION POUR UNE ÉVOLUTION DU SYSTÈME PRODUCTIF

Les répercussions de la crise actuelle sur le système productif français restent encore inconnues : doit-on s'attendre à la gestion d'une crise telle que celle de 2008, ou à une refonte profonde et durable de l'économie mondiale ? Comme l'indique Futuribles dans les scénarios élaborés pour 2021/2022 :

« les scénarios de long terme dépendront beaucoup de l'intensité et de la durée de la secousse actuelle, et de ses répliques² ».

A minima, cette situation inédite met en avant les fragilités de nos systèmes occidentaux globalement impréparés à ce type de crise, mais également ses forces et capacités d'adaptations. Les premières lectures des leviers du monde économique apparaissent déjà insuffisantes. Les États pourraient être amenés à prendre des mesures drastiques de type « sortie de guerre » (comme ce fut le cas en Europe après la Seconde Guerre mondiale avec le plan Marshall), comme les nationalisations, l'annulation de dettes, les restrictions, la gestion des frontières...

S'il est encore trop tôt pour résoudre l'équation du devenir de l'industrie tant son modèle et ses outils sont bousculés, il est néanmoins possible de mettre en lumière quelques thèmes qui émergent dans les discours et analyses pour l'engager dans une transition positive, résiliente et durable. Notons que les Régions, cheffes de file en matière de développement économiques, devraient être fortement impliquées dans les futurs plans de relance.

Vers une relocalisation de certaines activités ?

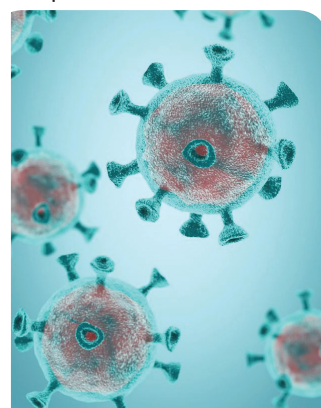
La pandémie de coronavirus a été un rappel à l'ordre pour les économies ayant perdu la capacité d'industrialiser des productions à faible contenu technologique (ex : fabrication de masques médicaux) : cette crise peut amener à une relocalisation de certaines activités « sensibles » (domaines santé, défense...).



Les écarts de coûts salariaux et les logiques d'accès aux marchés de consommation restent deux déterminants essentiels des choix de délocalisations d'entreprises, mais l'analyse des expériences de relocalisations d'activités montre que le coût de la main-d'œuvre n'a été réellement discriminant que dans les secteurs d'activités où les coûts salariaux représentent plus de la moitié des coûts de production.

Aussi, les délocalisations sont aujourd'hui moins massives qu'elles ne l'ont été dans les années 1990 et 2000. L'économiste El Mouhoub Mouhoud³ indique, dans un article daté d'avril 2020, que les logiques de relocalisation ne sont pas nouvelles, et sont mêmes enclenchées en France et en Europe depuis les années 2000 dans certains secteurs en raison des coûts d'approvisionnements et de l'augmentation des coûts salariaux unitaires dans les pays émergents.

Selon lui, le contexte de Covid-19 pourraient accentuer les relocalisations dans les secteurs des pondéreux ou volumineux sensibles aux coûts de transport et aux barrières commerciales, dans les secteurs stratégiques (pharmacie, biotechnologie), ainsi que l'industrie agroalimentaire dans une visée de développement des circuits courts. Il semble aujourd'hui illusoire de rapatrier des filières productives complètes, ne serait-ce que du fait des déplacements des marchés de consommation (exemple de l'industrie automobile aujourd'hui surcapacitaire en Europe).



La relocalisation de productions pourrait également être compliquée par :

- l'effort de R&D des entreprises françaises (1,4%), qui est depuis de nombreuses années inférieur globalement à la moyenne de l'OCDE (1,6%), et notamment à celui des entreprises allemandes (2,0%),

- le niveau des impôts de production en France qui, s'il assure une fonction essentielle de financement des dépenses publiques et de régulation de l'activité économique, peuvent freiner certains investisseurs,

- le prix de valeur ajoutée des services qui a augmenté beaucoup plus vite que celui des produits industriels (+60 % de 1995 à 2019 pour les premiers, -8 % pour les seconds).

² <https://cutt.ly/SygmUMV>

³ <https://cutt.ly/DygmFW3>

⁴ <http://www.agur-dunkerque.org/>

La réduction des dépendances

La question des dépendances renvoie à la question des restructurations de chaînes de valeur complète sur un territoire. Or celle-ci sont très dépendantes des marchés de consommations, qui, dans certains cas, ne se situent plus en Europe (exemple de l'automobile).

En revanche, il a souvent été mis en évidence des possibilités parfois méconnues de sourcing local. L'exemple du développement des circuits courts, rendu possible avec les possibilités offertes par le numérique dans le secteur de la production agricole peut être transposable à l'industrie en structurant une connaissance fine du tissu industriel et des relations productives existantes ou potentielles ; certains outils existent en région à l'instar de la Toile Industrielle mise en place par l'Agence d'Urbanisme du Dunkerquois⁴.



Distinguer les transformations de fond des habitudes de consommation des comportements conjoncturels

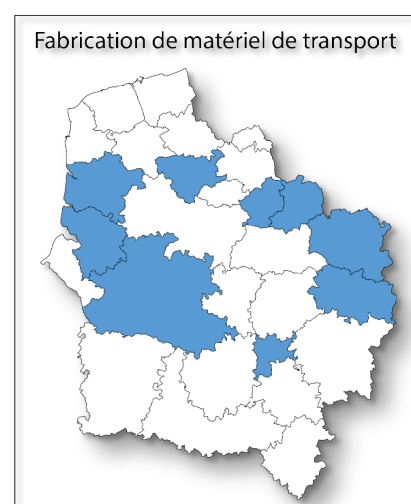
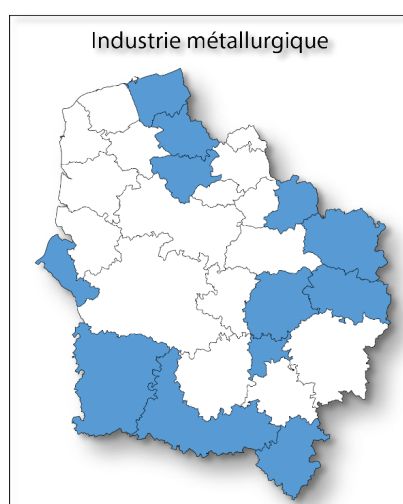
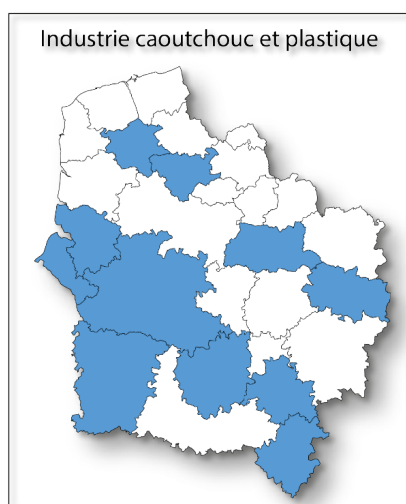
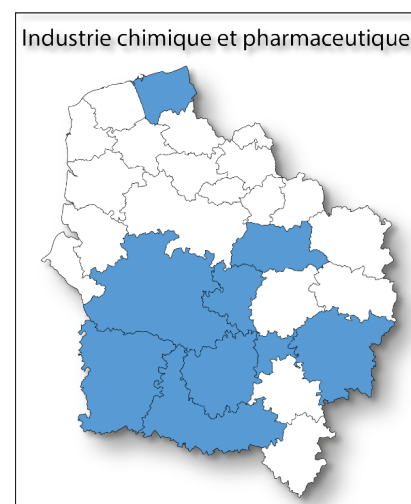
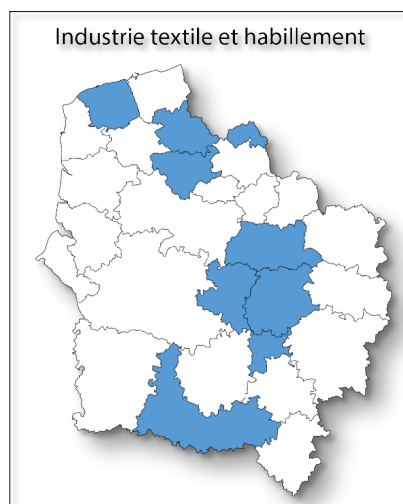
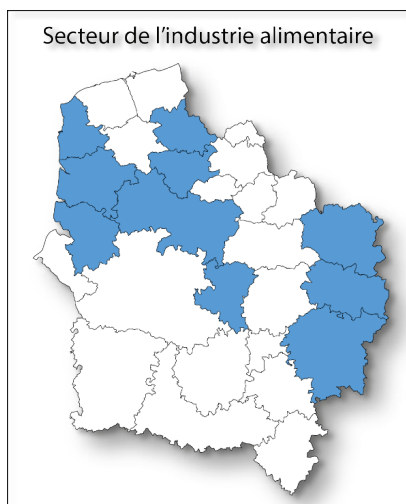
La crise a amené les consommateurs à modifier leurs habitudes : drive, recours au commerce local, forte progression de certains achats au détriment d'autres... Il s'agit pour l'essentiel de comportements conjoncturels qui ne relèvent pas nécessairement de ruptures durables. Les changements de consommation à moyen terme devraient essentiellement refléter les évolutions économiques subies par les ménages.

Une transition écologique de l'industrie ?

Si la transition écologique des entreprises en Europe a commencé bien avant la crise sanitaire, ce mouvement pourrait se poursuivre, voire s'accélérer. Pour autant, les mesures de soutien à l'économie pourraient aussi, au moins dans un premier temps, assouplir les règles en faveur de la reprise d'activité, et provoquer un effet rebond des émissions de CO₂.

ANNEXE : Spécificités des secteurs industriels sur les zones d'emplois régionales

Note de lecture : les zones d'emplois qui apparaissent sont celles qui enregistrent une nette surreprésentation de l'emploi au niveau local par rapport à la moyenne régionale (indice de spécificité supérieur à 1,2).



Source : Données ACOSS 2018, traitement Agence Hauts-de-France 2020-2040

Rédacteur | Karen MALOINGNE | karen.maloingne@hautsdefrance.fr
(Agence Hauts-de-France 2020-2040) - Service Observatoire et Prospective
Avec l'appui de la Direction des Partenariats Economiques, de l'Artisanat et de la Pêche
Coordinatrice de publication | Sylvie Delbart | sylvie.delbart@hautsdefrance.fr
(Agence Hauts-de-France 2020-2040)

Retrouvons-nous sur



www.hautsdefrance.fr

